



RP No. 7 / NA/fw

an					a/a
Datum					13.6
Visa					PA
EDA					
Ref. p. A. 21. 31.					

Madrid, le 5 février 1980

La politique intérieure espagnole

Conversation avec le Chef du Bureau d'information diplomatique
Antonio de Oyarzábal (X)

1) Gouvernement de centre droit

Le premier gouvernement Suarez avait comme tâche de faire rédiger et promulguer la Constitution. Pour y parvenir, il devait pratiquer une politique de consensus avec la gauche. Santiago Carrillo, le chef du parti communiste, était consulté et ses avis souvent suivis. On est ainsi arrivé à arrêter les grands principes: monarchie, démocratie, droits de l'homme, autonomies régionales, économie de marchés etc, dans un climat de coopération mais en restant fréquemment dans l'imprécision et le vague et en adoptant des compromis parfois ambigus.

Aujourd'hui la situation est différente. Le Parlement doit voter une impressionnante série de lois organiques qui définissent, clarifient et précisent les principes constitutionnels. On ne peut plus se réfugier dans les idées générales mais on doit prescrire des règles concrètes. L'UCD, le parti gouvernemental, est majoritaire et il est un parti de centre droit. Suarez entend donc suivre une politique de centre droit et a beaucoup moins besoin de transiger et de passer des compromis.

2) Volonté d'isoler les communistes

Le danger que le Président du gouvernement veut éviter, c'est que la gauche ne soit progressivement entraînée, puis dominée, par les communistes comme c'est le cas en Italie.



- 2 -

En conséquence il vise à renforcer le prestige et le poids du parti socialiste (PSOE) espérant qu'il restera le principal parti d'opposition et qu'il s'affirmera dans ce rôle. Bref, il semble que c'est une sorte de "Two party system" que Suarez a en tête et il peut d'autant mieux y penser que Felipe Gonzalez, le secrétaire général du PSOE, a toutes les caractéristiques d'un homme d'Etat.

En conséquence le gouvernement vise à isoler le parti communiste, à le rendre aussi marginal que possible. Sur le plan politique, la tâche est assez aisée car le PCE n'a qu'un petit nombre de députés et les socialistes, après quelques flottements, ont été repris en main par Felipe Gonzalez.

Mais sur le plan social les communistes ont deux atouts. Ils dominent complètement le syndicat le plus important, les Commissions ouvrières (CCOO) et ils peuvent agir dans la rue soit directement soit sous le couvert de groupuscules marxistes dont certains suivent ses directives.

X pour sa part est heureux que les CCOO n'aient pas souscrit à l'accord cadre passé récemment entre l'Association patronale et le syndicat socialiste UGT (Unión General de los Trabajadores). Il est encore plus satisfait que la plupart des grèves déclanchées par les communistes aient fait long feu. Mais il s'inquiète de possibilités de troubles et d'émeutes que les groupuscules marxistes pourraient fomenter. Il s'inquiète aussi d'une possibilité de rapprochement entre les CCOO et l'UGT, entre les syndicats communiste et socialiste. Autrement dit, il craint presque autant de voir le PCE opter pour le durcissement que pour la conciliation! Car dans la seconde hypothèse, il renouvelerait ses tentatives de noyautage du PSOE.

- 3 -

X reconnaît par ailleurs que la crise économique est très sérieuse, que le chômage augmente et que ces deux facteurs profitent à l'extrême gauche. Il reconnaît aussi que les Espagnols, qui n'ont presque jamais eu de régime réellement démocratique, manquent d'esprit civique. Tout en étant confiant dans les possibilités de l'UCD de surmonter les obstacles, il n'en sous-estime pas la réalité.

3) Ouverture vers la droite

X ajoute que, de même que Suarez s'efforce d'isoler les communistes en coopérant avec les socialistes, il essaie d'affaiblir l'extrême droite en se rapprochant de Fraga Iribarne, le chef de l'Alianza Popular (parti de droite malgré son nom). D'après lui, le risque existait de voir les jeunes extrémistes noyauter l'Alianza Popular et la transformer en un groupement d'obstruction rêvant peut-être à un coup d'Etat. En faisant des ouvertures à son chef, il espère entraver ce mouvement.

Il est juste d'ajouter, ce que X n'a pas fait, que Fraga, ancien Ambassadeur à Londres, ancien Ministre, est un homme d'envergure, suprêmement intelligent et bénéficiant d'un grand prestige auprès de l'establishment. Aucun premier ministre ne peut le tenir pour quantité négligeable malgré son très faible quotient électoral.

En Espagne les partis comptent peu et les hommes beaucoup. Il vaut donc la peine de dresser un tableau des forces politiques en se fondant sur les leaders:

A gauche nous voyons Santiago Carrillo et le PCE,
 au centre gauche Felipe Gonzalez de le PSOE,
 au centre droit Adolfo Suarez et l'UCD,
 à droite Manuel Fraga Iribarne et l'Alianza Popular.

- 4 -

Si Suarez parvient à coopérer ouvertement ou tacitement avec Gonzalez et Fraga, il va pouvoir assez facilement rejeter Carrillo en marge.

Telle est sa démarche actuelle et X lui prédit du succès.

4) Les autonomies

Mais ... il y a toujours un mais, et ce mais s'inscrit en lettres sanglantes dans l'histoire contemporaine de l'Espagne. Il a pour nom le problème basque.

X est orfèvre à ce sujet puisqu'il est basque* et qu'il a été gouverneur civil de Guipuzcoa; et je dois dire qu'il est profondément pessimiste.

L'autonomie de toutes les autres régions de l'Espagne, me déclare-t-il, pose des questions difficiles, compliquées, embarrassantes, mais elles sont solubles.

En Catalogne par exemple, Taradellas a fait merveille. Il a réussi à enlever à la question tout caractère anti-espagnol pour se concentrer sur les aspects administratifs, économiques et culturels. Il se peut que la Generalidad dont le prochain gouvernement sera, selon toute vraisemblance, de gauche inquiète des industriels et des hommes d'affaires. Elle ne saurait inquiéter l'Etat espagnol.

Dans les autres régions, le processus doit être ralenti pour que le gouvernement et l'administration soient en mesure de le manier. C'est pourquoi l'UCD vient de donner un coup de frein.

*Nota bene: les Basques sont bien représentés au Ministère à commencer par le Ministre lui-même, Oreja Aguirre, le Sous-Secrétaire d'Etat Puig de la Bellacasa et le Chef du Bureau d'information diplomatique.

- 5 -

Il y a et il y aura des grincements de dents (en fait des grèves de la faim) mais rien de plus.

En Pays basque l'affaire prend de toutes autres proportions et cela en raison de la carence du PNV, du Parti nationaliste basque, et malgré l'adoption du Statut. Le chef du PNV, au nom imprononçable de Garaicoechea, n'a pas l'envergure de Tarradellas. De plus, il est originaire de Navarre et confond les problèmes navarrais et basques. Le mal ne serait pas grand si le PNV était structuré et savait ce qu'il veut. Malheureusement il n'est qu'une confédération de partis de village où chacun ne pense qu'à son clocher et à soi-même. Il n'a pas de ligne directrice, pas de politique. C'est ainsi qu'il n'a pas réussi à stigmatiser fermement et sans équivoque, après l'adoption du Statut, le terrorisme. Certes il le condamne, mais du bout des lèvres.

"Que voulez-vous - poursuit X - depuis plus de cinquante ans les autonomistes basques n'ont eu qu'un leitmotiv: lutter contre Madrid. Ils ne savent pas quelle attitude prendre ni quel slogan adopter maintenant qu'ils ont une région autonome à eux. Le PNV est à ce point décevant qu'il nous amène à nous demander à l'UCD si nous pouvons continuer à compter sur lui et si nous ne devons pas pousser dans cette région les partis nationaux, l'UCD et le PSOE."

- Et l'ETA, à quoi aspire-t-elle?

"Mais c'est clair, l'ETA politico-militaire comme l'ETA militaire disent à qui veut l'entendre, écrivent dans leurs pamphlets qu'elles se battent pour créer un Etat indépendant marxiste léniniste, pour constituer une sorte d'Albanie à la jonction de l'Espagne et de la France. Elles ne comptent qu'une poignée d'activistes mais qui sont des terroristes accomplis, sans pitié et sans merci.

- 6 -

De quoi vivent-elles? De l'impôt révolutionnaire, des attaques de banques et autres détournements. Elles ont de l'argent à foison et achètent des armes partout où on en vend, à Bruxelles, à Paris ou ailleurs.

Une fois, il y a quelques années nous avons eu la preuve que quelques terroristes que nous avons arrêtés avaient été entraînés à Alger. Mais depuis la mort de Boumédienne cette filière n'existe plus.

Nous nous disons que dans le monde entier, seule l'URSS peut profiter de leur activité. Mais nous n'avons jamais pu trouver le moindre indice, la moindre preuve d'une quelconque collusion soviétique.

Ce qu'il y a de grave, c'est non seulement les répercussions que ces attentats continuels ont sur la vie du Pays basque lui-même mais encore sur les sentiments de l'Espagnol moyen, sur l'homme de la rue. Tous en ont assez des Basques et de leurs problèmes. On voudrait ne plus en entendre parler. On devient anti-basque."

J'ai eu cette conversation avant l'attentat qui a tué six gardes civils et avant le déchaînement contre-terroriste de groupements d'extrême droite. L'éditorial du Pais du 3 février me paraît transcrire une réaction très répandue:

"Un très grand dommage peut être causé aux sociétés démocratiques par la main des "faux amis" qui, pour défendre les institutions, les sapent de l'intérieur, se plaçant au même niveau que les délinquants de droit commun... Notre pays a connu la guerre sale (le contre-terrorisme) juste après la guerre civile. Le maquis a été liquidé de cette manière par des méthodes inavouables dont la censure empêchait la publication. Cela se passait sous une dictature. L'Espagne démocratique ne peut ni ne doit admettre ces

- 7 -

méthodes. Il faut que le Général Santamaria (chargé du maintien de l'ordre au Pays basque) sache que son ennemi, le terrorisme, est maintenant bicéphale. D'un côté il y a l'ETA et de l'autre les bandes incontrôlées."



(A.-L. Natural)